

MAUD NOUS A QUITTÉS

Avec son regard clair d'adolescente et à plus de quatre-vingts ans, Maud Duchateau-Maillet aura continué à croire jusqu'au bout que le monde pouvait être meilleur et qu'il fallait se battre pour qu'il le soit.

Vaincue par la maladie, Maud Duchateau-Maillet nous a quitté samedi 22 mai. Elle était la dernière conseillère communale communiste du brabant wallon à Ottignies, cette province bien plus touchée en certains endroits par la précarité que l'on ne l'imagine. C'était une syndicaliste de combat, une militante antifasciste et féministe de la première heure, une défenseuse radicale de la cause palestinienne mais aussi une femme sensible aux thèmes écologiques qui fit adopter dans sa commune des motions sur des thématiques comme les organismes génétiquement modifiés. Nous tenions à la saluer et à lui dédier la renaissance de ce journal militant.

Agenda Juillet - Août

Samedi 24/07 à 20h

Conférence- projections & débat & concerts :
"Le mouvement de résistance Mapuche"
(indiens du Chili)

avec la participation de **Aucan Huilicaman, dirigeant Mapuche**

Info : 0496 40 33 09 (SUB TERRA a.s.b.l.)

Vendredi 30/07 à 20h

Repas de solidarité avec le mouvement de résistance Mexicain

Adresse : 31, rue de Dublin 1050 bxl - (SUB TERRA a.s.b.l.)

Commencent préparatifs de grand manif contre la guerre à l'occasion du Forum Social

Européen à Londres (15-17 octobre). Contact
CNCND 02.250 1230

Du vendredi 20/08 au dimanche 22/08
Cinquième week-end anticapitaliste RAGE
(Réseau Alternative de Gauche)

Pour quoi faire ? Faire connaissance les uns avec les autres, échanger des expériences, débattre, participer à des ateliers pratiques et à des discussions thématiques. Voir programme sur: www.jcc.lautre.net

Infos et inscriptions (avant le 1er août):

04/250.09.37 ou rage@jcc.lautre.net

Mensuel du Parti Communiste

Editeur responsable: Pierre Beauvois
Directeur de la publication: Mathieu Bietlot
Adresse: 4, rue Rouppe - 1000 Bruxelles
02/503.35.80

Adresse électronique: dr@belgi.net

Prix au numéro: 1 euro
Abonnement annuel: 12 euros.
chômeurs, étudiants: 8 euros.
ING: 310-1877676-36

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Le drapeau rouge

Mensuel du Parti Communiste

Fondé en 1920 par Joseph Jacquemotte

NOUS SOMMES TOUJOURS LA !

Editorial

Après la disparition du Drapeau Rouge à la fin des années '80, ces feuilles se veulent annonciatrices du retour d'un PC ouvert sur les réalités contemporaines. Il est loin le temps où le titre de notre journal apparaissait au quotidien. Sa disparition fut le résultat de plusieurs facteurs d'ordre interne, mais surtout d'une volonté de la droite politique, au début des années '80, de liquider la presse de gauche. Elle y a d'ailleurs largement réussi par l'étouffement progressif de la presse progressiste et communiste.

Tout en restant fidèles à nos origines, nous ne pouvons ignorer que beaucoup de choses ont changé et que ces transformations exigent de nous, et des progressistes en général, des efforts sérieux de réflexion et d'imagination. Nous ne pouvons pas, en conséquence, nous dispenser d'une inévitable adaptation aux nouveaux enjeux de notre époque. Et cette remise en question invite au débat.

C'est ainsi que notre Parti prépare son prochain Congrès, et cette circonstance explique, en partie, la réapparition d'une forme d'expression spécifique. Mais soulignons d'emblée que ce journal

n'est pas programmé pour ne durer que le temps d'un Congrès, bien au contraire. Le Drapeau Rouge renait aujourd'hui, pour rester, pour persévérer, pour accompagner durablement nos réflexions et nos luttes. Il complète aussi d'autres formes déjà existantes de diffusion et de débat comme les bulletins de nos diverses Fédérations, ou des moyens plus modernes tels l'Internet et les listes de diffusion par e-mail.

Et il se veut aussi cohérent avec l'état actuel des finances de notre Parti et la démonstration d'un début de changement dans la façon de gérer nos moyens. Ces feuilles simples, photocopiées, produites quasi sans autre moyen

que l'enthousiasme, reflètent mieux, en effet, la situation de notre organisation qu'une présentation coûteuse. Après tout, le Drapeau rouge clandestin a vécu, lors de la résistance anti-nazie, pratiquement sans moyens, ce qui ne l'empêcha d'avoir un impact formidable sur la société de l'époque.

Voici donc quelques pages qui vous appartiennent, quelques pages qui, nous l'espérons, grandiront avec vos efforts et avec votre participation et qui refléteront la richesse de nos débats en ces moments si importants pour la reconstruction d'une organisation communiste.

SOMMAIRE (juillet-août 2004) 84ème année, n° 01. Prix 1 €	
L'Europe et l'Irak	p.2
François HOUTART	il y a un siècle naissait le poète..... p.9
Sur les élections	p.3
Pierre BEAUVOIS	Alternatives au système?..... p.10
La gauche selon Vandembrouke	p.5
Pierre EYBEN	Kosovo: 5 ans après le crime de l'OTAN..... p.11
Quel Communisme pour demain?..... p.6	Georges BERGHEZAN
Robert HOUTAIN	Le débarquement: le jour (ou le mensonge) le plus long?..... p.12
La question du logement..... p.8	Pablo RODRIGUEZ
Pierre BEAUVOIS	AGENDA..... p.20
Venezuela:..... p.13	
Gorbatchev..... p.14	
PC: le congrès ou la mort..... p.15	
Serge NOEL	Réforme ou révolution..... p.18
Didier CALUWAERTS	La vie du Parti..... p.19
Maud nous a quittés..... p.20	



le drapeau rouge

LE RÔLE DE L'EUROPE EN IRAK

Au moment de la reprise du Drapeau Rouge, c'est avec plaisir que je transmets ce texte, fruit des travaux de la session du Tribunal sur l'Iraq à Bruxelles.

Il a été beaucoup question, ces derniers temps, à propos de l'Irak, du rôle que l'Europe pourrait jouer dans ce pays en proie aux affres de la guerre et qui est aussi un enjeu de taille pour les ressources pétrolières mondiales et un lieu géostratégique clé du Moyen orient.

Que l'Europe doive assumer ses responsabilités dans cette région du monde, personne ne le contestera. La question est de savoir comment et dans quelle perspective ? C'est précisément une des questions qui fut abordée lors de la session du Tribunal de Bruxelles (*Brussels Tribunal, 14-17 avril 2004*) sur la guerre en Irak et la politique étrangère des Etats Unis, en particulier le PNAC (Projet d'un nouveau siècle américain), dont la Déclaration de principes fut publiée en 1997 par un groupe néo-conservateur américain.

Faisant écho au Tribunal Russell de 1967 sur la guerre du Vietnam, l'initiative bruxelloise réunit une série de personnalités américaines, européennes et irakiennes, dont deux anciens secrétaires généraux adjoints des Nations unies ayant été en charge de l'action humanitaire en Irak et plusieurs témoins directs de la situation actuelle dans ce pays.

Plusieurs constatations résultent des travaux du tribunal.

1. Le programme du PNAC s'articule autour de trois axes principaux : établir l'hégémonie des Etats Unis en s'appuyant sur tout sur la suprématie militaire et

technologique; empêcher l'émergence de puissances concurrentes à l'échelle universelle ou régionale et mener des actions préventives contre toute menace aux intérêts et à la sécurité des Etats Unis.

2. Un nombre significatif des signataires de la «Déclaration de Principes» du PNAC sont devenus des membres de premier plan de l'administration du président George W. Bush, dont Messieurs Dick Cheney, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz. L'adoption des orientations de ce projet par le gouvernement américain ressort clairement de documents officiels de la Maison blanche (*National Security Strategy, septembre 2002*).

5. La présence américaine est perçue par la majorité de la population comme une occupation étrangère, ce qui a renforcé le sentiment national, permettant de croire que des élections et la formation d'un gouvernement national sont possibles, à condition que ce ne soit pas sous l'égide des occupants. La formule actuelle n'est guère susceptible de rallier grand monde.

6. Toute implication des Nations unies ou de l'Europe qui ne signifierait pas le retrait des troupes américaines, n'aurait aucune légitimité en Droit international et serait perçue par la population irakienne comme la prolongation d'un régime d'occupation qui justifierait aux yeux de beaucoup la poursuite d'une résistance, même violente.

A ces conditions, l'Europe peut jouer un rôle politique positif, pour restaurer la souveraineté du peuple irakien et éviter que ne s'aggrave l'hostilité entre les peuples de la région et ceux de l'Ouest, mais à ces conditions seulement, ce qui, entre autres, exclut toute intervention par le biais de l'OTAN.

François HOUTART

Président du *Brussels Tribunal*

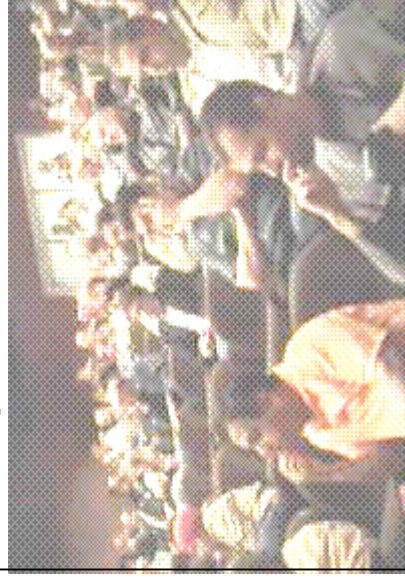
Vie et activités du Parti

Quelques échos du 1er mai

Plus de 700 visiteuses et visiteurs se sont succédés au Cercle Horticole d'Houdeng à l'occasion de la troisième édition du Primero de Mayo Alternativo (1er mai alternatif) organisé par Lucha & Fiesta. Avec au programme de la musique et le groupe de rock alternatif culte français "Les Porte-Mentaux" en tête d'affiche mais aussi des débats avec entre autre François Houtart, Pierre Beauvois, Zoé Genot et Marie Arena.

Plus d'infos sur : <http://users.skynet.be/club.achille.chavee/jeunes00.htm>

Le premier mai à La Louvière



Ce sont près de 200 personnes qui ont assisté au meeting organisé par la fédération de Liège du PC et au discours de Ricardo Petrella place Saint Paul avant de défilier dans le centre ville avec des banderoles en faveur de la cause palestinienne, contre la guerre en Irak, pour la défense des services publics ou encore contre les délocalisations et restructurations d'entreprises.

Le DR pour vous...Le DR et vous ...

Les mois de juillet et août seront l'occasion pour chacune et chacun de (re)faire connaissance avec le Drapeau Rouge. Un journal, bien évidemment, différent de son illustre ancêtre quant à sa forme et à sa périodicité, mais gardant et prolongeant le même esprit.

Si le but premier du DR est de répondre à la demande exprimée par de nombreux camarades de retisser un lien fort entre tous les membres du Parti (en les informant des activités des différentes fédérations, mais aussi en leur proposant une série d'articles de fond), il se veut, bien évidemment, ouvert à toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans notre démarche, militante mais non sectaire, de contestation du système capitaliste.

Dès septembre, le Drapeau Rouge paraîtra tous les mois. D'ici là, nous avons deux mois afin de diffuser ce numéro et d'inviter un maximum de personnes à souscrire un abonnement d'un an. Pour ce faire, il suffit de verser/vier 12 € sur le numéro de compte en mentionnant, dans la partie 'communication', l'adresse à laquelle on souhaite recevoir le journal. Vous pouvez aussi bien entendu souscrire, et faire souscrire, des abonnements de soutien à 25 et 50€ par an.

En feuilletant ce journal vous avez sûrement saisi la modicité de nos moyens et, surtout, la conception qui est la nôtre, à savoir la construction d'un moyen d'expression fondé essentiellement sur l'effort des militants, des lecteurs et des amis. Des soutiens sains qu'ont l'avantage de ne pas compromettre ni notre indépendance ni notre disposition à la contestation.

En outre, nous vous invitons vivement à nous écrire, à notre adresse électronique ou postale, pour nous faire part de vos initiatives pour la diffusion du journal, de ce que vous pensez de son contenu et de tout autre sujet qui vous semble opportun.

Bonne lecture, bonne militance et rendez-vous en septembre,

Réformisme ou révolution : nos textes et les enjeux politiques actuels

L'article 1 (particulièrement long) des statuts du parti communiste mentionne plusieurs objectifs que les communistes s'assignèrent à l'époque de sa rédaction. Ce texte fut adopté par la deuxième session du 5^{ème} Congrès du PC à La Louvière, les 18 et 19 novembre 1995. On y lit qu'« ils (les adhérents) entendent contribuer par leur action et leurs propositions à rendre crédible des alternatives novatrices au capitalisme ». Plus loin : « l'élargissement de la démocratie se confond avec notre conception du socialisme conçu comme un processus transformateur au sein duquel les avancées démocratiques concernent tous les secteurs de la société, y compris l'économie ». Cet article précise encore que parmi les valeurs de la gauche se trouve le refus de tout dogme et que le PC se propose d'ouvrir des pistes pour retrouver la voie des réformes transformatrices. Mais, dans ces résolutions du PC qui reflètent le combat politique que mènent ses adhérents (et que l'on doit considérer comme résolument réformatrices), le concept révolutionnaire n'a pas disparu.

En effet, le troisième chapitre commence par : « Le parti communiste, en tant que parti révolutionnaire situe son action dans l'histoire des luttes pour... ». A l'époque, ce morceau de phrase « en tant que parti révolutionnaire » émanait d'un amendement qui fut soumis au vote. Les partisans de cet amendement l'emportèrent sans qu'il n'y ait grande polémique sur la question.

Or, débats il y eut à l'occasion de conférences antérieures au congrès de '95. Cette conception suivant laquelle le PC agirait en tant que parti révolutionnaire disparut des textes (mais visiblement pas des esprits) pour laisser place à un PC qui se voulait résolument réformateur. Nous proclamions à l'époque que le Parti socialiste était à peine réformiste.

Mais voilà qu'à l'occasion d'une préparation de congrès qui n'en finit pas de se préparer, ressurgissent les anciens questionnements « existentiels » du type : parti révolutionnaire ? parti réformateur ? Comme si cette révolution sémantique était essentielle pour donner du grain à moudre aux mouvements populaires. C'est au contraire à partir des préoccupations populaires, dont maints signes indiquent des besoins de changements (sous des formes fort disparates sans doute), qu'il faut se forger des opinions sur telle ou telle forme d'action à mener. Bien qu'elle soit juste, l'affirmation selon laquelle l'être humain possède des droits inaliénables ne va pas de soi dans toutes les têtes. La machine néolibérale, les prophètes médiatiques de la « troisième voie » se chargent bien d'y mettre des remparts et il faut les briser par l'action politique (et/ou d'éducation permanente). Voilà déjà un objectif de taille à caractère réformateur/transformateur de gauche. Que l'on se proclame révolutionnaire ou réformateur n'est pas dérangeant pas mais vouloir trancher sur la question ne vaut pas une messe.

Les théoriciens anarchistes contemporains de Marx considéraient que la société communiste était un objectif rapproché. Marx, par contre, concevait qu'elle ne verrait le jour (et accompagnée du dépérissement de l'Etat) qu'au prix de luttes politiques longues et difficiles, dont les animateurs « unis par l'association et guidés par le savoir » s'interdiraient de vouloir « modeler » le mouvement selon des « principes particuliers » ou « sectaires ». Lors d'une formation donnée dernièrement à Tournai, Claude Renard citait une lettre de Marx adressée à Domela Nieuwenhuis en 1881 à propos de la Commune de Paris. Extrait : « ...A elle seule, la révolution de la Banque de France eût mis un terme aux farfanornades versailles. Toute anticipation doctrinaire et nécessairement arbitraire sur le programme d'action d'une future révo-

lution ne fait que détourner de la lutte présente. ». Il y ajoutait un commentaire sur cette dernière phrase qui « montre que lorsqu'il parlait en 1864 (A.I.T) d'un mouvement « guidé par le savoir », il donnait aussi à ce mot un sens politique : la capacité politique d'évaluer correctement les rapports de forces et d'agir en conséquence. »

A ce propos, puisque nous avons encore les élections et ses résultats en tête, je suis de ceux qui persistent dans la conviction qu'il fallait faire barrage, par le vote, aux défenseurs des idées néolibérales et à l'Extrême-droite (devant le score obtenu par le FN et le VB, les abstentionnistes de gauche se mordent-ils les doigts ?). J'ai encore l'autre conviction que nous avons perdu de vue les notions de tactique et de stratégie dans notre formation politique ou que nous n'en usons pas ou peu. Il y a sans doute lieu d'effectuer un travail de ressourcement à ce propos. Et s'il est utile d'analyser l'évolution de l'Etat, de la classe ouvrière, ..., nous ne pouvons pas faire l'économie d'utiliser les moyens de l'éducation permanente pour pénétrer les milieux qui baignent dans l'obscurantisme. Devant le score de l'extrême-droite, les politologues et les militants de l'associatif anti-fasciste y perdent leur latin. Rien ou peu de chose intelligible quand la bourgeoisie haute, moyenne ou petite, bien sécurisée tombe sous le même chant des sirènes que ceux qui vivent dans la misère et l'incertitude tous les jours. Que faire d'autre qu'y affronter la raison et le progrès ?

Si les valeurs que nous défendons sont mises à mal, reste à savoir quelles stratégies d'alliances (et de préférence de larges alliances non dogmatiques) nous privilégions. Ce débat doit avoir lieu au quotidien. Pas à l'approche d'élections. Le mouvement réel, nous en faisons partie, et il doit nous commander.

Didier Caluwaerts

Après les élections européennes et régionales.

Les dernières élections européennes et régionales ont confirmé une bipolarisation de l'opinion publique. Celle-ci s'est orientée massivement vers un vote PS en Wallonie et à Bruxelles où l'on observe également un recul général des Ecolos. En Flandre, derrière le CD&V, le Vlaamse Blok est devenu le deuxième parti en importance et le FN progresse partout dans le sud du pays, retrouvant des scores à deux chiffres dans la plupart des sous-régions. C'est d'ailleurs cette spectaculaire percée de l'extrême droite qui a donné un certain relief à ces élections du reste particulièrement ternes et sans véritable enjeu.

En Flandre comme dans la partie francophone, les structures « libérales » régressent au profit des composantes sociales chrétiennes. Gauches radicales, courants régionaux autonomistes voire rattachistes restent marginalisés.

Au plan européen, comme au plan régional, le débat a été particulièrement mièvre.

Peu de réflexions alternatives, et aucune contestation, des principaux partis, y compris ceux de la gauche dite de gouvernement tel le PS et les Ecolos, quant aux processus de création d'une constitution européenne entérinant, de fait, le principe de l'économie de marché. Principe, non seulement réactionnaire puisque consacrant la logique capitaliste comme seule normative des rapports sociaux mais en plus profondément antidémocratique puisque conçu, développé et en processus d'approbation sans la moindre consultation populaire.

Peu ou pas de réflexions politiques, non plus, concernant de nouvelles étapes dans le processus de fédéralisation du pays devant permettre des avancées significatives dans le secteur de l'emploi, du logement, du trans-

Cette donne n'est pas que belge. Elle traverse largement l'Europe qui reste ainsi dominée par un Centre droit.

Autant de constations qui doivent pousser les communistes francophones, à se poser la question de la recréation d'un mouvement populaire, large, qui repense les termes de la démocratie représentative en élargissant les droits d'intervention des citoyens dans les processus décisionnels. En ce sens, une pédagogie nouvelle est à mettre en place, à partir du « local » tant au plan de la commune que de l'entreprise, pour reconstruire une conscience politique qui fait défaut dans l'ensemble de la société civile. L'approche indispensable du « global » passe par une plus grande maîtrise citoyenne du « local ». En outre, une Europe sociale n'a de sens que si sont, non seulement mises en cause, mais transformées, les logiques financières dominant les politiques monétaires, boursières actuelles. Logiques financières auxquelles il est urgent d'opposer un programme politique de contestation claire avec des propositions alternatives concrètes.

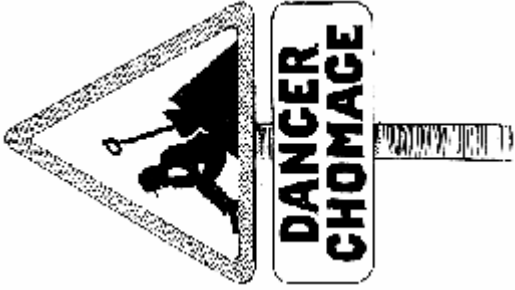
Pierre BEAUVOIS

Une Europe à l'écoute du citoyen?



La gauche moderne selon Vandembroucke

Où comment s'attaquer aux dé- d'emploi et pas à la création d'



Il y a un bout de temps déjà que les partis (dits) socialistes avaient abandonné l'idée de réformer les sociétés pour les rendre plus égalitaires et qu'ils se contentaient (au mieux) de ralentir la déglincade en disant "sans nous ce serait pire". Cependant, assumant mieux encore leur goût pour l'innovation, plusieurs d'entre eux ont décidé ces dernières années de passer à la vitesse supérieure. La dernière mode lancée par Tony Blair et Gerhard Schröder c'est dès lors le parti socialiste de droite. Le concept est relativement ingénieux (et nombre de patrons qui le soutiennent l'ont bien compris) : pour faire passer des mesures antisociales de droite, rien de tel qu'un homme de la gauche "moderne". Parce que bien sûr, il faut savoir que défendre les services publics, le droit à un travail pour chacun (un minimum payé et stable) ou une répartition plus juste des richesses par l'imposition des sociétés qui font des bénéfices et des plus riches, ce n'est pas moderne du tout.

Élève doué en matière de marketing anglo-saxon (qu'il a assimilé sur place) et de modernisme, Frank Vandembroucke s'occupe donc de développer le concept chez nous. Les patrons sont ravis, les libéraux épatés et Mia de Vitis bouche bée n'a pu s'empêcher de courir vers le SPA pour lui témoigner son admiration.

Voici pour celles et ceux qui ne seraient pas encore complètement sous le charme une vision un peu plus grise de ce projet violet.

Un projet de la « gauche » moderne, c'est d'abord un projet qui sait jouer avec les mythes médiatiques afin de s'assurer le soutien aveugle (ou plutôt têt aveuglé) d'une partie de la population.

Quand il s'agit de privatiser un service public, il convient de rester longtemps dans les médias des petites phrases magiques telles que "le fonctionnaire est un profiteur, un paresseux" ou "le privé c'est le choix, le dynamisme" ou encore "le retard et le dysfonctionnement sont des spécificités du secteur public" (le tout, bien évidemment, sans parler sous-financement ni sans évoquer les nombreux contre-exemples de privatisations aux conséquences calamiteuses pour les usagers). Le projet Vandembroucke utilise la même technique. Il se sert de l'a priori que tous les demandeurs d'emploi sont des fraudeurs qu'il faut pourchasser (contrairement bien évidemment au bon samaritain qui a fraudé le fisc, a planqué de l'argent au Luxembourg et pour lequel le Gouvernement crée des amnisties). Pourtant, il existe déjà une législation prévoyant de prendre des mesures vis-à-vis de celles et ceux qui

refusent un emploi ou une formation et il n'y a pas besoin d'en faire une nouvelle qui sanctionne celles et ceux qui n'ont pas pu trouver quelque chose qui n'existe pas ... du travail. En la matière, il convient parfois de regarder les chiffres plutôt que d'écouter complaisamment les mensonges de nos dirigeants. En 2003, les entreprises n'ont proposé que 35.000 offres d'emploi en Belgique pour 500.000 demandeurs (soit 6 % d'offre par rapport à la demande). Les 465.000 chômeurs qui n'ont pas pu trouver un emploi sont-ils dès lors des coupables ou des victimes ?

Un projet de la gauche moderne qui préfère la répression à la prévention et à la formation.

Le projet Vandembroucke ne prévoit pas de refinancement de la formation. Pourtant, selon des statistiques de l'OCDE datant de 2000, les dépenses publiques pour la formation des chômeurs sont moins élevées en Belgique que dans beaucoup d'autres pays (0,17% du PIB contre 0,28 % en France, 0,32 % aux Pays-Bas, 0,35 % en Allemagne, 0,48 % en Suède et 0,78 % au Danemark). Les moyens actuels du Forem, de l'Orbem et du Vdab, ne permettent même pas de rencontrer chaque chômeur au moins une fois par an.

Un projet de gauche moderne est oublié du passé vieillot tel l'histoire de la lutte ouvrière.

Pourtant il est bon de rappeler

EN BREF.....

500.000 nouveaux millionnaires
Le système capitaliste a engendré 500 000 nouveaux millionnaires en dollars, en 2003... à ce rythme, il faudra 12.000 ans pour que les 6 milliards de terriens bouffent 2 fois par jour du caviar. C'est en Europe que la progression est la plus faible au monde. D'après l'enquête, ce sont "les politiques fiscales restrictives qui empêchent d'accumuler de la richesse en Europe".
Source : richard sur Indymedia Paris

Chiapas : assassinat d'un militant zapatiste

Eduardo Vázquez Alvaro a été assassiné lundi dernier, en plein jour, dans une rue de la ville de Chillón. Le leader indigène, âgé de 50 ans, avait été emprisonné en 1994. En prison il a fait parti de l'organisation La Voix de Cerro Hueco. En liberté depuis 2001, il est retourné à Chillón où il a continué ses activités.

Ce brutal assassinat d'Eduardo Vázquez Alvaro démontre une fois de plus que les grands propriétaires terriens et les groupes d'assassins payés par ceux-ci peuvent toujours commettre leurs crimes en totale impunité.
Source : Indymedia Argentine

Suspension du prononcé au procès Vottem le 19 juin dernier par Arnaud Leblanc

La Chambre correctionnelle de Liège a rendu son jugement ce mercredi 9 juin dans le cadre de l'affaire des neuf accusés de rébellion avec armes lors de la manifestation d'octobre 98 à Vottem, quelques jours seulement après la mort de Sémira Adamu. Les neuf personnes incriminées étaient accusés de violence avec arme et de coups et blessures sur 27 agents de la gendarmerie, ainsi que de vol de matériel de construction.
L'affaire se termine par un suspens prononcé et le payement par les accusés d'un dommage de 1€ à payer solidairement.

Le congrès ... (Suite de la page 16)

et de jouer vraiment le jeu du débat et de la remise en question complète. Y compris à Bruxelles, où nous devons tirer le bilan des splendeurs et des misères des quelques années écoulées.

Les élections.

Pour faire rapide, en 1999, nous avions réussi une campagne électorale et un retour remarquables. Mais nous manquions d'une perspective postélectorale. En 2003, nous avions tiré les leçons de cette expérience, mais nous arrivions au bout de la dynamique volontariste mise en place depuis quelques années. C'est simple, cela s'est traduit par une mobilisation moindre, de moindre qualité, par une mauvaise campagne, par des résultats médiocres. Par contre, nous en sommes sortis avec des contacts et un début de coordination à gauche qui me semble intéressants, même si cette dynamique-là demande aussi à être nourrie par un débat et des perspectives que, me semble-t-il, nous sommes seuls à pouvoir insuffler aujourd'hui. Concrètement, le projet « Forum Marx », qui rassemble le POS, le MAS, les Chrétiens pour le socialisme, le PC et d'autres amis, est en train de s'essouffler à son tour, essentiellement parce que nous, communistes, n'y injectons pas le sens politique indispensable. Responsabilité de plus que nous avons à contracter avec ce congrès.

Nous avons reçu avant le 13 juin une lettre du PTB nous proposant un cartel. Ma position, ainsi que celle des autres camarades de Bruxelles, a été d'accepter cette proposition et de l'élargir, bien évidemment, aux partenaires du RDS - PC, qui se retrouvent dans « Forum Marx ». Cela a été ma position personnelle parce que je suis aujourd'hui preneur de tout ce qui peut relancer une dynamique d'espoir et de débat dans la gauche anticapitaliste. Même si je ne me raconte pas d'histoires sur les motivations du PTB, même si je ne crois pas un seul instant que nous trouverons dans le cercle restreint de cette petite gauche, les éléments politiques nécessaires et suffisants pour refonder, ou plutôt fonder un processus de création d'une gauche anticapitaliste majoritaire chez nous. En ce qui me concerne, je n'envisageais pas une autre possibilité pour le 13 juin, et je crois que nous n'aurions pas fait beaucoup mieux que le PTB et le MAS. Il faut travailler sur le long terme, soulever les questions de fond, avec tous ceux qui, à gauche de la gauche sociale-démocrate, aspirent à voir se dessiner, ne fût-ce qu'un début de perspective à gauche, persuadés que si cette perspective ne se fera pas avec n'importe qui, elle passera obligatoirement par la confrontation et le débat avec tout le monde.

Depuis le début, depuis que nous discutons d'un congrès entre nous, et que nous entremêlons cette discussion avec une autre sur les élections, je suis convaincu que l'une ne va pas sans l'autre. C'est la question du projet politique, aujourd'hui dramatiquement absent, qui est posée de manière transversale, que ce soit à propos du fonctionnement du parti, de sa présence sur le terrain, de sa participation aux élections, d'un débat dans la petite gauche, des conditions dans lesquelles nous verrons émerger ou pas une alternative réelle, crédible, aux politiques antisociales et antidémocratiques des droites et des gauches libérales.

Serge Noël

Le congrès

(Suite de la page 15)

capitalisent rien de cette nouvelle contestation. C'est là que se situe la responsabilité des personnes et des choses qui se réclament d'un projet anticapitaliste radical qui ne peut, en aucun cas, ne pas poser la question cruciale de sa vocation majoritaire dans la société. Ces questions doivent être posées par le congrès, ainsi que les questions relatives aux dysfonctionnements lourds qui, dans notre parti, nous ont empêchés d'exister, ne fût-ce que dans un quelconque débat de refondation d'une gauche anticapitaliste en Belgique, malgré la bonne volonté, le volontarisme quelquefois épuisant et les talents de nos camarades. Par rapport à ce débat, à son urgence, à la responsabilité historique et politique énorme qu'il suggère, j'avoue ne plus trop supporter, dans le parti et ailleurs dans la petite gauche, certaines attitudes :

- le « révolutionnarisme », posture verbale et esthétisante peu soucieuse d'un impact quelconque sur la réalité, et qui est aussi un effroyable appareil à broyer la pensée ;

- la nostalgie recuite pour un passé qui n'a somme toute rien de très attirant, une URSS jamais analysée, un parti belge revu et corrigé à l'eau de rose, et qui est l'expression d'une impuissance résignée ;

- le suivisme misérable derrière les débris plus ou moins reluisants d'un socialisme de gauche ;
- le scepticisme de bon aloi de certains camarades qui estiment avoir assez donné pour mériter le droit de se poser aujourd'hui en observateurs caustiques et/ou aigris...

et il y en a bien d'autres, que je retrouve dans certaines contributions écrites ces derniers mois dans le cadre de la préparation du congrès. Manies et tics que j'aurais tendance à renvoyer dos à dos, cherchant plutôt à poser la question de comment faire de Belgique et en Europe. Manies et tics dont je ne suis sans doute pas exempt, et au-delà desquels il faut prix installer le dialogue, cherchant à confronter toutes les opinions, toutes les visions, ce qui implique évidemment de se donner les moyens concrets de cet échange, c'est-à-dire, en la réussite du congrès. Problème sur lequel on achoppe depuis plusieurs mois et problème pour un bon marxiste, puisqu'il s'agit de matérielle de la discussion, après en avoir détermination et les enjeux.

Bruxelles

La régionale de Bruxelles est l'une des plus im-

(Suite page 17)

fres du « chômage » répondront aux « sacro-saintes » directives européennes.

Pour résoudre le problème, sans même parler de révolutionner la société, il serait peut-être utile d'en revenir à des méthodes de la « vieille » gauche :

- Lutter contre les délocalisations, notamment par le remboursement des aides perçues par les entreprises qui délocalisent.
- Dépenser un peu plus d'argent pour la formation des chômeurs.

- Mettre en route la réduction généralisée du temps de travail avec embauche compensatoire car il est temps que les progrès techniques soient utilisés pour le bien-être des travailleurs et plus pour les gigantesques profits des patrons.

- Lutter contre l'usage abusif du recours au travail intérimaire en privilégiant l'accès pour les travailleurs à un emploi stable. En 2003, plus de 129 millions d'heures de travail ont été occupées en intérim (près de 70.000 travailleurs). Cela prouve à nouveau la volonté des demandeurs d'emploi de travailler. Mais l'absence de contrôle maintient le travail précaire en intérim sans que le gouvernement ne mette les balises pour transformer les intérimaires en employés de plein droit.

- Arrêter, dans le secteur public, les restructurations et privatisations qui sont énormément destructrices d'emploi et amoindrissent le service aux citoyens.

Pierre EYBEN

Cette analyse doit beaucoup au travail réalisé par la Commission des Travailleurs sans Emploi de la FGTB de Liège et Didier Brissa

Une plate-forme « Stop chasse aux chômeurs » s'est mise en place et on trouve de nombreuses informations complémentaires sur son site internet :

www.stop-chasseauxchomeurs.be

EN BREF

65 jours de grève de la faim des prisonniers politiques chiliens

9 prisonniers politiques chiliens sont en grève de la faim indéterminée. Sous un gouvernement qui se prénomme "socialiste", les droits de l'Homme ne sont toujours pas respectés. Le Gouvernement de LAGOS se sert de la loi "anti-terroriste" de la Constitution "Pinochetiste" pour poursuivre les combattants pour véritable démocratie et que lutte contre l'Impunité dont bénéficient les militaires coupables des crimes contre l'Humanité au CHILL.

Source: Icad sur Indymedia Paris

Israël :

la leçon du neveu

*Yoni Ben Artzi, le neveu pacifiste du ministre israélien des Finances Benjamin Netanyahu, a été dispensé du service militaire après plus d'un an de prison pour refus de servir dans l'armée.

Israël : le double langage

français et un juteux contrat
Le business de la guerre marche de mieux en mieux dernièrement et si la France fait grand bruit de son opposition au projet de Bush au G8, soulignant que le projet du Grand Moyen Orient proposé par l'administration américaine ne pourra être réalisable qu'avec le soutien des pays de la région et la résolution du conflit israélo-palestinien et si elle s'oppose à la construction du mur par Israël, cela ne l'empêche pas de signer un contrat de 150 à 200 millions de dollars dans le but d'acquérir des drones. L'armée française a préci

sé qu'un budget de 300 millions d'euros sera débloqué pour qu'elle puisse se doter de drones militaires. Source : Freez sur Indymedia Paris

(Suite page 17)

demandeurs d'emplois !

que l'assurance « chômage » est un droit conquis par les travailleurs pour être protégés des coups du sort. Si demain, cette protection disparaît, les travailleurs, par peur de se retrouver sans rien, seront encore plus contraints d'accepter l'inacceptable : des réductions de salaires, l'augmentation de la flexibilité, la dégradation de leurs conditions de travail, voire le travail au noir pour conserver leur emploi !

Un projet de gauche moderne demande une bonne préparation afin de limiter (en apparence) les alternatives.

Ici, la préparation fut soignée car grâce aux exonérations fiscales et autres réductions de cotisations sociales, le gouvernement a organisé la faillite de la sécurité sociale. Pour lutter contre le déséquilibre qu'il a lui-même organisé, il coupe donc dans les « dépenses ». Les derniers gouvernements s'étaient attaqués successivement aux sans papiers, aux mimimexés et aux invalides. Le gouvernement violet s'attaque aujourd'hui aux demandeurs d'emploi, et on entend déjà évoquer des projets vis-à-vis des soins de santé et des pensions...

Un projet de gauche moderne ne se précocupe pas du futur ni des conséquences sociales qu'il peut avoir.

Une bonne partie des demandeurs d'emploi exclus du chômage suite au projet Vandembroucke se retrouveront au CPAS ou « sur la mutuelle », augmentant d'autant le poids sur les budgets communaux ou les autres secteurs de la sécurité sociale. Cette précarité croissante ne fera qu'augmenter l'exclusion. On ne résout pas le problème mais on l'aggrave, en transférant ou en reportant le problème vers d'autres budgets ! Mais au moins, les chif-

La suite de cet article sera publiée dans le prochain numéro du DR

1 - Crise de crédibilité du socialisme et mise en cause de l'existence même des partis communistes.

Le système du « socialisme dit réalisé » a échoué dans les pays d'Europe de l'Est. Après des années de certitudes affirmées sur les progrès du socialisme dans ces pays, c'est une réalité crue qui traumatise et traumatise encore non seulement les communistes mais aussi l'ensemble des peuples d'Europe et du monde. Ces événements ont marqué et marquent toujours gravement l'action et le développement des partis communistes. Le désarroi politique fut manifeste et a atteint aussi l'ensemble des mouvements et organisations de gauche qui ont perdu toute référence à un modèle existant, aussi critiquable soit-il. Il s'ensuivit également une perte de crédibilité importante dans la possibilité de réaliser une société socialiste, pluraliste et démocratique.

La conception réformiste qui dans les années d'après-guerre a entraîné la scission de partis ouvriers et la création des partis communistes, a-t-elle pour autant mieux réussi ? Cette conception qui visait à la transformation progressive et par étapes (par des réformes et sans révolution) de la société capitaliste a-t-elle atteint ses objectifs ? Là aussi l'échec est flagrant. L'arrivée au pouvoir ces dernières années de gouvernements socialistes ou d'union de la gauche en Europe de l'Ouest et l'incapacité de ces gouvernements à réaliser les changements politiques, économiques et sociaux fondamentaux ont déçu et découragé des couches populaires importantes.

Le réformisme a aussi mon-

tré ses limites et son incapacité à réaliser une autre société plus juste et plus humaine. Malheureusement, avec la faillite « du socialisme dit réalisé » sont aussi remises en cause les références au marxisme. Les erreurs graves de la bureaucratie stalinienne, les répressions multiples, les gou-lags sont autant de faits déplorables et dramatiques qui sont malheureusement reliés, sans discernement et sans analyse plus profonde, aux fondements mêmes de la révolution d'octobre 1917 qui passent ainsi un peu vite à la trappe.

Et nous en avons subi les conséquences : perte de notre identité, dégenérescence idéologique et philosophique, apparition de conceptions à tendance réformiste et mise en cause de l'utilité et donc de l'existence de notre parti. Depuis quelques années le redressement s'opère avec la recherche d'une identité ressourcée aux conceptions fondamentales du marxisme et prenant mieux en compte les mutations sociologiques et technologiques de notre monde contemporain et l'évolution du capitalisme international.

2 - Nécessité d'une analyse critique du bilan communiste

Avec le recul de plus d'une décade depuis la chute du mur de Berlin, il est nécessaire de discuter, en toute franchise, de l'échec du socialisme dans les pays de l'Est et principalement dans l'ex-URSS.

En effet, c'est depuis ces événements, que notre parti et

d'autres partis communistes d'Europe connaissent de graves crises identitaires et idéologiques. Nous sommes, que nous le voulions ou non, responsables de cette période de notre histoire. En effet, la dépendance excessive des partis communistes d'Europe de l'Ouest et notre soutien inconditionnel, expliqués par à des conditions historiques de l'époque, ont entraîné une absence de critiques pendant de nombreuses années (excepté pendant les trente dernières années) sur les aspects négatifs de l'édification du socialisme dans les pays de l'est.

Il est donc logique et normal que l'échec du socialisme à l'Est entraîne des répercussions négatives, une perte de popularité et de considération des partis communistes à l'Ouest. Il en découle une diminution de notre influence politique.

De plus, le modèle soviétique, pendant 70 ans, défendu avec acharnement par la quasi-totalité des partis communistes, a été, pour la majorité de l'humanité, identifié à l'idée même du socialisme. Il est donc aussi logique que l'espérance socialiste ait du plomb dans l'aile.

L'auto flagellation est inutile et ne débouche sur rien de positif. Si nous voulons retrouver une identité et nous resituer par rapport aux autres forces et partis progressistes, nous ne pouvons pas faire l'économie d'une discussion approfondie sur ce qui s'est passé dans les pays de l'Est : il nous appartient de mettre à jour les racines et les mécanismes qui ont entraîné la dégenérescence du socialisme en URSS, les dévia-

Le congrès ou la mort

Un congrès historique, des enjeux nationaux, continentaux, internationaux... et Bruxelles, dans tout ça ?

Introduction

J'ai adhéré pour la première fois au parti communiste vers le milieu des années septante. J'avais, dans les années précédentes, milité dans des groupements d'extrême-gauche. Je suis communiste depuis l'âge de 13 ans, et je crois bien que je mourrai avec cet idéal au cœur. Pourtant, j'ai quitté le parti lors du coup d'Etat en Pologne, où il m'a semblé que la condamnation exprimée par la direction n'impliquait pas grand-chose d'autre que de belles formules de communiqué de presse. L'autre grande raison de ce départ, et nous étions quelques dizaines à partir en même temps, était la situation complètement bloquée à l'intérieur, l'absence de débats de fonds et la politique du « tout va bien » menée par la direction d'alors. J'ai repris ma

carte en 95, ayant entre temps essayé de militer dans divers endroits sans trouver de solution satisfaisante. Et depuis 1995, j'essaye, à différents niveaux, en tant que militant de base d'abord, puis que responsable régional, et membre du CC et enfin du BP, de contribuer à résoudre ce qui me semble être le problème essentiel du parti : son incapacité à réfléchir, à mettre en œuvre les conditions d'un débat fondamental sur le bilan et l'avenir du mouvement communiste, notamment dans notre pays et notre région. Nous sommes en 2004, et mon bilan personnel est plutôt mitigé. J'ai l'impression d'avoir consacré mon énergie à débrouiller des inimitiés, des querelles de personnes, à tenir à bout de bras, avec les autres camarades de la régionale, une structure qui tourne à vide précisément parce qu'elle est en panne de projet et de réflexion.

Le congrès.

Voilà pourquoi il est à mes yeux vital aujourd'hui de saisir l'opportunité historique d'un congrès qui déterminera l'avenir de notre courant en Belgique, sa disparition lente (déjà bien entamée), ou sa renaissance progressive. Nous sommes derrière deux échecs retentissants : celui du soviétisme et celui de la social-

démocratie. Il nous appartient, à nous communistes et gens de gauche, de tirer pleinement les conclusions de ces échecs, de rompre clairement avec toute espèce de nostalgie ou de pratiques et références culturelles liés à ces expériences, d'inventer aujourd'hui des réponses nouvelles aux questions urgentes que posent le capitalisme et son extraordinaire capacité d'adaptation et de développement. En Europe, depuis quelques années, les droites et l'extrême-droite remplissent l'espace laissé vacant par les gauches social-démocrates dont les politiques se réduisent de plus en plus à un accompagnement des besoins du marché. Le schéma traditionnel d'un recours au « moins pire » socialiste ne fonctionne plus. Dans des pays comme l'Italie, le Portugal, la Hollande, l'Angleterre, l'Allemagne, la Pologne et les pays

scandinaves plus près de nous, la déception engendrée par les gouvernements sociaux-libéraux se traduit par un retour en force des partis conservateurs, qui évidemment mettent en place des programmes antisociaux encore plus dramatiques. En France, ce retour de bâton s'est exprimé par un accroissement significatif de l'influence d'extrême-droite, comme du reste dans beaucoup d'autres pays du continent. Accroissement dans les votes

et dans les esprits. L'absence presque complète d'alternative de gauche à ces gouvernements et partis peut faire craindre de terribles dangers dans les années à venir. Chez nous, la victoire récente, presque sans partage, des socialistes annonce de très périlleux lendemains politiques, parce qu'il y a fort à parier que leur politique ne sera pas plus tendre qu'hier avec les gens du peuple, alors que la pseudo alternative d'extrême-droite croît dans des proportions inédites. Alors même que nous assistons à un retour massif de la contestation et de la mobilisation anticapitalistes, notamment à travers l'altermondialisme, qui pose avec d'autant plus d'acuité la question de l'alternative politique. L'autre enseignement spectaculaire du dernier scrutin étant la contre-performance des listes d'extrême-gauche qui ne

(Suite page 16)

« Nous sommes derrière deux échecs retentissants : celui du soviétisme et celui de la social-démocratie. Il nous appartient, à nous communistes et gens de gauche, de tirer pleinement les conclusions de ces échecs »

De la question très actuelle...
suite de la page 8

promettant, avant les élections de créer 200.000 emplois nouveaux, le gouvernement devrait commencer par penser à la construction.

Une alternative au laisser-aller.

La crise boursière récente a souligné la fragilité des placements mobiliers. La faible croissance actuelle des PIB européens n'est pas sans écarter le risque de futures fractures dans ce domaine même si des effets d'annonce ont reconsolidé partiellement et momentanément les cours boursiers.

Sans doute, sont-ce des éléments qui poussent les gestionnaires des fonds de pension des grandes entreprises à être acheteurs d'obligations pour remodeler et sécuriser leurs portefeuilles de valeurs. Globalement ces fonds représentent, pour l'ensemble des entreprises sises en Belgique, un montant de 14 milliards d'euros soit, en gros, un quart de l'épargne annuelle du pays. Un rééquilibrage entre la proportion d'actions et d'obligations détenues en faveur de ces dernières, pourrait permettre à des pouvoirs publics, comme les régions, de disposer pendant un période de 10 ans, ou plus, de plusieurs centaines de millions d'euros à des taux d'intérêt brut de 4,5 à 5%. Le produit de la vente de ces obligations, émises par ces régions, achetées par les gestionnaires des fonds de pension et cédées à des pouvoirs communaux en charge de la politique du logement mixte pourrait relancer les investissements dans ce secteur de la construction et de la rénovation.

L'association des CPAS, largement sollicitées en matière de logements modestes, des Régions foncières municipales, des Agences immobilières habilitées à gérer des logements privés et publics, pourrait bénéficier du produit de cette émission obligatoire. A partir de l'inventaire, en cours, des immeubles inoccupés, cette association, possible dans les villes importantes, pourrait concevoir un plan de rénovation et le réaliser en coopération avec les entreprises de la construction. En terme de financement, ces outils communaux pourraient également bénéficier des primes à la rénovation.

La mise sur le marché d'appartements d'une cinquantaine de mètres carrés, mixés avec de plus en plus pour éviter de créer des ghettos, constituerait un produit largement concurrentiel par rapport aux « garnis ». Pour des loyers équivalents (350 euros par mois environ), la préférence d'un appartement moderne, correspondant aux normes en usage dans bien des villes européennes, à une chambre meublée louée pour un prix équivalent, serait évidente.

Il y aurait ainsi réduction de l'exploitation de la pauvreté par des centaines de propriétaires rapaces, densification de l'habitat en centre-ville, réanimation en soirée de ceux-ci, valorisation d'un patrimoine à l'abandon, relance d'un secteur d'activité qui connaît

une faible croissance.

Que l'on défende les mécanismes de solidarité de la sécurité sociale, donc que l'on soit opposé au développement des pensions complémentaires ou autres, en lieu et place des transferts directs actuels, le fait est que les fonds de pensions existent et qu'il est préférable qu'ils servent à soutenir l'emploi, les conditions d'habitat et de vie, l'environnement que de renouer avec la construction de la bulle financière ou d'être purement annexé par l'Etat fédéral pour réduire ses déficits, sans doute, et à terme, au détriment des travailleurs comme ce fut le cas avec les fonds de Belgacom.

A l'exception des propriétaires de « garnis » et de l'Union de propriétaires, on constatera que de nombreux milieux ne peuvent que trouver leur compte dans un tel projet : les communes et leurs services sociaux, la construction et les industries périphériques, les gestionnaires des caisses de chômage, ceux des fonds de pension qui disent rechercher des placements plus sécurisés. Sans oublier toutes les incidences positives d'une telle politique sur la santé, la sécurité de centres-villes plus fréquentés, la qualité de l'urbanisme etc. ...

Pierre BEAUVOIS.

LES AVEUX DE GORBATCHEV

Celles et ceux qui croyaient encore que Mikhail Gorbatchev représentait une approche « humaniste » et « libérale » du système soviétique ou un effort inachevé pour construire un socialisme « à visage humain », ont du voir naître leurs premiers doutes il y a quelques temps déjà en voyant l'ex-Secrétaire général du PCUS devenir le personnage favori des hommes d'affaires de Wall Street ou se faire homme sandwich pour la publicité d'une boîte de fast-food.

Mais l'entendre déclarer ces derniers jours, en rendant hommage à Ronald Reagan, que l'ancien président étasunien, responsable et animateur, notamment, d'innombrables tueries en Amérique centrale, était « un des plus grands dirigeants politiques des temps modernes » et qu'il « avait eu l'honneur de pouvoir travailler avec lui pour laisser un monde pacifié et plus sûr », a sans doute du constituer l'estocade finale pour les nostalgiques de l'ère gorbatchévienne.

Démasquer Gorbatchev (il vient de le faire tout seul), ne doit pourtant pas nous conduire à oublier la nécessaire et profonde réforme que réclamait le système de l'ex URSS ; dommage seulement qu'elle ait été menée par de tels personnages.

P. R.

conscient.

Historiquement, il en est aussi ainsi des révoltes des esclaves, des révoltes paysannes et ouvrières ; il en est ainsi chez les jacobins, chez les communards, dans les mouvements de libération nationale et de décolonisation et aussi, bien sûr pour les révolutionnaires de 1905 et de 1917 en Russie. Tous ces mouvements de révolte ne se revendiquaient pas du mouvement communiste qui était soit inexistant soit à ses premiers balbutiements mais tous pourtant luttaient pour des objectifs qui relevaient du projet d'un communisme universel du communisme à savoir : renverser un ordre établi contraignant et oppresseur pour un autre en principe meilleur.

Quand on analyse toutes ces révoltes ou révolutions historiques contre le pouvoir établi, on ne peut que constater que c'est le mouvement populaire qui fait le communisme parce que « ce sont les hommes qui font l'histoire ».

Tout ce qui s'est attaqué à ce qui exploite et opprime continue ainsi, consciemment ou non, le processus communiste au sens où l'entendait Marx : « un mouvement réel qui abolit un état actuel ». Alors quand on pose la question de l'actualité et de l'avenir du communisme, il s'agit en fait d'une fausse question car : l'idéal communiste c'est à dire les luttes contre toutes les formes d'injustice, d'exploitation et d'aliénation, est un processus universel qui existe depuis des siècles et ce indépendamment de la volonté d'un individu, d'un groupe d'individus ou d'un parti.

Nos sociétés capitalistes industrialisées se sont créées sur

la base de l'accumulation du profit, de l'individualisme, de la concurrence, de la loi du plus fort et d'une compétition acharnée.

A l'heure de la mondialisation capitaliste, sous couvert de « la pensée unique », ces conceptions capitalistes prennent une ampleur encore plus grande et provoquent de véritables catastrophes humaines, sociales et écologiques sur l'ensemble de la planète. Le communisme, au sens de la lutte pour le contrôle et le partage équitable des ressources de la planète, pour la réalisation de la justice sociale et pour le développement d'une nécessaire solidarité entre les peuples, devient une évidence et urgente nécessité.

Depuis des siècles d'ailleurs, un rêve hante la planète : « le rêve d'une humanité où les formidables richesses et possibilités humaines, créées par les savoirs et les réalisations accumulées des hommes feraient reculer jusqu'à les faire disparaître les famines, les pauvretés, les guerres, les dictatures, les oppressions, les exploitations, les aliénations de toutes sortes, les inégalités insolentes, les racismes, les désespérances et le mal de vivre. » Le rêve d'une communauté humaine où l'homme ne serait plus un loup pour l'homme.

Ce rêve fait partie intégrante de l'idéal communiste et constitue la base même de notre engagement politique et de notre identité en tant que communiste.

Sachons rendre à nouveau

Décider de poursuivre la lutte en tant que communiste est donc aussi une façon de s'inscrire concrètement et résolument dans ce courant historique d'émancipation humaine.

De la question très actuelle du logement.

Pierre Beauvois

« A Paris, le bonapartisme, avec son baron Haussmann, a exploité au suprême degré cette tendance pour le plus grand profit de la spéculation et de l'enrichissement privé ; mais l'esprit d'Haussmann a soufflé aussi sur Londres, Manchester, Liverpool et il semble se sentir aussi chez lui également à Berlin et à Vienne.

Il en résulte que les travailleurs sont refoulés du centre des villes vers la périphérie et, d'une façon générale, les petits appartements deviennent rares et chers et que même souvent ils sont introuvables ; car dans ces conditions, l'industrie du bâtiment, pour qui les appartements à loyer élevé offrent à la spéculation un champ beaucoup plus vaste, ne construira jamais qu'exceptionnellement des logements ouvriers ».

F. Engels. La question du logement. 1887.

« Il ne faut pas regretter nos perversions spéculatives des années 80 ; sans elles notre groupe ne serait pas ce qu'il est. Sans les spéculations heureuses et immorales de la filiale finance, nous aurions 8 milliards de moins ».

Le PDG du Crédit Lyonnais.

Cité d'après « Le tabou de la gestion. » de J. Lojkine . 1996

« A Wall Street, siège de la Bourse de New York, le New Stock Exchange, près de 8000 milliards de dollars sont partis en fumée entre mars 2000 et septembre 2002... En Europe, la situation n'est guère plus enviable.. Depuis septembre 2000, le CAC 40 a perdu 60% pour se retrouver à des niveaux de 1997..80 millions d'américains détenteurs d'actions déchantent aujourd'hui. Ils ont l'impression d'avoir été trompés par les dirigeants des grandes entreprises mais aussi les banques, les assurances les fonds de pensions, les auditeurs et les analystes financiers. »

Les mensonges de la bourse. V.Almond
Seuil - Janvier 2003

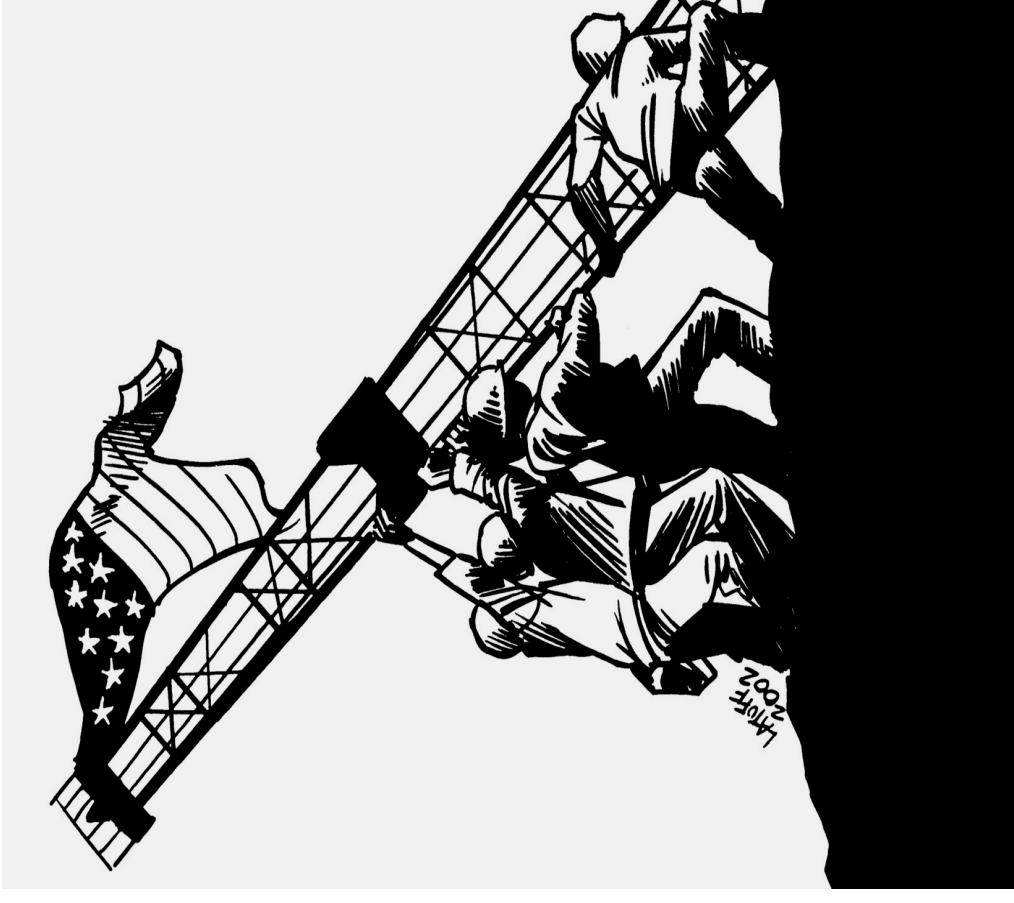
Constat.

Un récent article du journal « Le Soir » fait état de 15.000 logements inoccupés dans la capitale. La situation n'est guère différente en Wallonie, en particulier dans les centres-villes des principales agglomérations où les étages dominant les commerces sont souvent vides. Par ailleurs d'imposants bâtiments publics sont à l'abandon, en tout ou en partie. Les faubourgs de Liège, de Charleroi, de La Louvière comme le Borinage voient coexister des maisons

Bush en Irak

L'AUTRE DEBARQUEMENT

Le Drapeau Rouge, s'honore de présenter ce dessin (parodiant la célèbre —et avérée fausse— photo d'Ohama Beach), cédé gentiment par le grand dessinateur brésilien Latuff et qui résume à lui seul la vraie nature et les motivations de l'aventure de Bush et de son équipe pour occuper l'Irak.



LE VENEZUELA ENTRE BUSH ET CHAVEZ

Le 15 août prochain est la date d'un rendez-vous majeur dans la politique vénézuélienne et, au-delà, dans la politique latino-américaine tout court. Ce jour-là, partisans et opposants du processus bolivarien conduit par le Président Chavez doivent s'affronter lors d'un référendum qui doit décider si, oui ou non, Hugo Chavez doit rester au pouvoir.

Il faut dire que la patrie de Bolívar se trouve au cœur d'une situation qui dépasse de loin les enjeux purement vénézuéliens. En effet, derrière les masques d'une confrontation des forces politiques nationales, au demeurant tout à fait légitime, se pose la grave question de la résistance à la politique chaque fois plus néo-coloniale que Bush et sa cour de grands patrons veulent imposer à l'ensemble de l'Amérique Latine via, notamment, leur projet de faire de cette région du monde un énorme supermarché au profit des investisseurs nord-américains.

Face à ces prétentions, comme jadis Arbenz au Guatemala, Goulart au Brésil, Fidel à Cuba, Allende au Chili et les sandinistes au Nicaragua, un homme et un peuple résistent aujourd'hui au Venezuela.

6 juin, le débarquement Le jour, (ou le mensonge), le plus long*?

Pablo Rodriguez

Des chefs d'état, des rois et princes par douzaines, des journalistes par centaines et, bien entendu, les médias avec tout leur arsenal étaient là pour fêter le débarquement ou, plus exactement les États Unis présentés comme étant les artisans de la liberté retrouvée en Europe et les héros de la victoire sur le nazisme.

Loin de nous, l'intention mesquine de minimiser la bravoure, le courage de ces jeunes américains, britanniques et canadiens, souvent adolescents qui furent largués des avions ou débarqués des bateaux et qui devaient plonger dans une marée hostile avec une moyenne de 60 kg de matériel sur les épaules pour combattre l'armée du III Reich. Bien au contraire, leur mémoire mérite tous nos hommages.

Mais de là à détourner l'histoire et chercher à faire oublier que ce fut bien l'Union soviétique avec l'action combinée de la résistance de son peuple et l'héroïsme de son armée qui eut le mérite de contenir, puis de briser complètement le rouleau compresseur hitlérien lors de batailles mémorables, chercher à inverser si grossièrement les rôles, c'est une entreprise digne d'un Goebbels. C'est pourtant ce qui constitue la pratique des médias de masse occidentaux en ce qui concerne la manière de traiter le débarquement et, au-delà, l'ensemble des faits de la deuxième guerre mondiale.

C'est pourquoi ils taisent le fait que 75 % des pertes allemandes d'avant le débarquement furent le fait de l'Armée rouge et que la seule bataille de Stalingrad a éliminé deux fois plus de divisions allemandes que l'ensemble des opérations menées à l'Ouest entre le débarquement et la capitulation nazie.

Autrement dit, c'est bien en URSS et face à son armée que s'est produit le renversement de tendance, les troupes soviétiques reprenant kilomètre par kilomètre les territoires occupés dans une offensive victorieuse qui ne s'acheva qu'au bunker d'Hitler lui-même, et ce, au prix d'énormes pertes. Ainsi, pour rester dans la comparaison des contributions USA-URSS dans la guerre, on estime à environ 410.000 le nombre des étasuniens morts dans la confrontation, dont une dizaine de milliers de civils contre plus de 20 millions du côté soviétique dont la plupart furent des civils. Sacrifice sans commune mesure dans l'histoire des conflits, et ce, sans la moindre compensation.

Peut-on dire de même pour l'intervention étasunienne dans la guerre ? Peut-on ignorer, par exemple, que de grandes corporations US tel que Du Pont, Union Carbide, Westinghouse, Esso, General Motors, etc, ont contribué, réalisant de juteux dividendes, à l'effort militaire teuton ? Que les caimons de cette dernière société, activés par le combustible de l'avant dernière furent particulièrement utiles pour les opérations blitzkrieg de l'armée allemande ? Et que le fameux Plan Marshall fut essentiellement une gigantesque opération d'investissement et finance visant à fortifier la pénétration américaine en Europe tout en cherchant à contrarier l'évolution vers le socialisme de nombreux pays où la lutte contre l'envahisseur fut, dans la plupart des cas, le fait des résistants communistes ?

Bien entendu, vous n'entendrez et ne lirez pas de tels récits ou réflexions dans la dite « presse libre » car ils sont beaucoup trop gênantes pour leur présentation de l'histoire. Parce que, parodiant un illustre précurseur, le capitalisme porte en lui le mensonge comme la nuée l'orage.

*Les données contenues dans cet article furent prises des textes de N.Hirth et M. Collon sur internet.

Il y a un siècle naissait le poète Neruda, Allende et un bateau chargé d'espagnols

Après la fin de la très meurtrière guerre civile d'Espagne, des dizaines de milliers de républicains fuyant la terreur franquiste chercheront, au début des années 40, refuge en France. Le gouvernement français d'alors, à dominante social-démocrate, ne trouva pas mieux que de les placer dans des véritables camps de concentration. Emu par leur sort, un jeune Consul chilien organise leur départ en bateau pour le Chili avec l'aide du Ministre de la Santé de l'époque permettant, de cette manière, à des centaines d'espagnols de connaître des conditions de vie plus dignes. Le Consul s'appelaient Pablo Neruda et le Ministre Salvador Allende. Ainsi naquit une vieille amitié qui ne prit fin qu'à l'arrivée de Pinochet.

A l'occasion du centième anniversaire de la naissance du poète communiste, ce poème écrit pendant ses moments de clandestinité lors de la dictature de Gonzales Videla, nous sert aussi d'hommage à son exemple et à sa mémoire.

A MON PARTI

*Tu m'as appris la fraternité
envers celui que je ne connais pas
et m'as donné la force de tous
ceux qui vivent.*

*Tu m'as redonné la patrie
comme lors d'une naissance
et m'as permis la liberté
que le solitaire ignore.*

*Tu m'as appris à allumer la bonté
comme on allume le feu
et, avec toi,
j'ai compris l'unité et
la différence des hommes.*

*Tu m'as montré comment
la douleur d'un seul meurt
dans la victoire
de tous et j'ai appris
avec toi à dormir
dans les humbles lits
de mes frères.*

*Tu m'as fait entrevoir la clarté
du monde et la possibilité
de l'allégresse...
..et m'as rendu indestructible
parce que, avec toi,
je ne finis pas en moi-même.*

Pablo Neruda
(traduction libre de P. Rodriguez)



ALTERNATIVES...?

Ce thème est d'actualité tant l'évolution actuelle du système capitaliste est décriée à gauche ; il est aussi très à la mode, du moins le mot 'alternative'. Quelques exemples pour l'étayer.

* À l'Université d'automne d'Attac au Sart Tilman, un des derniers confrenciers, François Houtart, a clairement expliqué qu'à l'intérieur d'Attac, deux grandes tendances s'opposent, une qui croit possible d'aménager le système, l'autre qui ne le croit pas. Est-ce vrai dans tous les Attac ? Sans doute pas ; mais ce l'est pour leur berceau, la francophonie (France sur-tout). Il s'ensuit que les représentants d'Attac, dans leurs interventions publiques, n'osent pas attaquer franchement le problème de l'alternative au capitalisme, probablement et c'est important, pour ne pas fissurer le front de lutte alter-mondialiste.

* La revue « Transversales », dans laquelle écrivent de grands noms de la gauche, a sorti dans un de ses derniers numéros un dossier intitulé « Un projet de société alternatif à ... (devinez quoi !) ... l'économisme ». La peur d'appeler un chat un chat. Les articles signés d'André Gorz, Patrick Viveret, René Passet, Philippe Merlant, le Conseil scientifique d'Attac, Riccardo Petrella, Michel Rocard et d'autres tournent autour du pot pour ne pas tomber dedans et être obligés de répondre à la question « quelle alternative au capitalisme dans sa phase active de développement ? »

* La revue « Le Monde Initiatives » qui ne mâche pas ses mots dans ses études (par exemple, le titre d'un dossier est « La tentation mafieuse du capitalisme ») présente dans chaque numéro une ou plusieurs pages sous le titre « Alternatives ». Il s'agit le plus souvent d'exemples d'économie sociale (coopératives, mutuelles, associations, fondations), souvent des alternatives à des « accidents » sociaux survenus dans des entreprises de taille modeste.

En résumé (j'aurais pu citer d'autres exemples), les « grands » penseurs de gauche, francophones en tout cas, ont peur d'aborder de front le problème de

l'alternative au système capitaliste d'aujourd'hui. Il est temps d'aborder franchement, courageusement et fraternellement, cette réflexion. Il n'y a pas eu dans le passé, il n'y a pas maintenant, il n'y aura pas dans le futur, d'accord unanime entre les anticapitalistes, sur une alternative CLAIRE et DÉTAILLÉE. Il n'est pas essentiel que l'on caresse tous le même rêve précis, la même utopie dans ses détails, mais il est important que l'on arrive à définir ensemble s'prédéateurs et leurs séides qui ont tué l'Etat ». ...

La voie est désormais libre pour la nouvelle société civile planétaire.

Karl Marx lance cet avertissement : le révolutionnaire doit être capable d' « entendre pousser l'herbe ». Une société planétaire radicalement nouvelle, composée de mouvements sociaux, d'organisations non gouvernementales, de syndicats rénovés, dotée de modes d'organisation, de structures mentales, de méthodes de lutte totalement inédits est en train de s'affirmer sous nos yeux. Pour la comprendre, une extrême attention est requise, une absence complète d'idées

« le révolutionnaire doit être capable d'entendre pousser l'herbe. »

conçues » ...

... « ...plus de 60.000 hommes et femmes, venus des cinq continents et appartenant à plus de 2.000 mouvements sociaux différents se sont retrouvés en 2002 au second Forum social mondial de Porto Alegre, au Brésil... Ils exigent l'abolition du FMI et de l'OMC ; la suppression des paradis fiscaux, des 'rating agencies', et de l'indépendance des banques centrales ; la fermeture de la bourse des matières premières agricoles de Chicago ; l'interdiction des brevets sur le vivant et des OGM ; la remise sans contrepartie de la dette extérieure des pays du tiers-monde ; l'introduction de

la taxe Tobin et du contrôle public des fusions d'entreprises ; la création au sein de l'ONU d'un Conseil de sécurité pour les affaires économiques et sociales ; la revendication des droits économiques, sociaux et culturels de l'homme et leur prise en compte par le droit positif.

La société civile fraternelle et solidaire, plus libre et plus juste qui naîtra sur une planète débarrassée des prédéateurs est en voie de création. Quel sera son visage ? Nul ne le sait. Les combattants de l'espérance savent avec certitude ce qu'ils ne veulent pas, mais leur certitude s'arrête là. »

Oui, les combats se développent de plus en plus vite et concernent de plus en plus de gens dans de plus en plus de pays. En trois-quatre ans, depuis le premier Forum de Porto Alegre et ses quelque 10.000 représentants d'associations essentiellement d'Amérique latine et d'Europe, quel chemin parcouru et à quelle vitesse.

Pendant le week-end prolongé des 15-16-17 février 2003, plus de 10 millions de gens dans de nombreuses régions du monde ont manifesté contre le déclenchement de la guerre en Irak. De multiples actions, certaines discrètes, d'autres publiques, avaient précédé cette extraordinaire explosion. Elles continuent et se multiplient depuis que les États-Unis ont déclenché la guerre en Irak. Rien qu'en Espagne, en ce début 2004, 11 millions de personnes ont crié : Non à la guerre, non à la terreur. Combien de révoltés contre la guerre se sont impliqués depuis le début de cette guerre ? Je n'ai pas vu d'évaluation globale, mais le mouvement s'est étendu dans de nouvelles parties du monde, comme les pays arabes, l'Afrique, l'Asie..

Réfléchir ensemble aux ALTERNATIVES aux systèmes d'oppression largement dominants et pas seulement aux méthodes de combat, reste aussi nécessaire que pendant les années de moindre combativité que nous avons connues précédemment.

Victor Demunck



KOSOVO 5 ans après le crime de l'OTAN

Georges BERGHEZAN

En mars dernier, le silence médiatique dans lequel est plongé le Kosovo depuis cinq ans se fissurait sous l'ampleur d'une vague de violence visant non seulement les Serbes et les autres minorités de la région, mais également le personnel de l'ONU qui est censé l'administrer. Ces pogroms ont provoqué en trois jours la mort d'une vingtaine de personnes, la destruction de plusieurs villages et le déplacement de plus de 4.000 Serbes et autres non-Albanais.

Trois mois plus tard, les promesses de reconstruction rapide ne sont pas tenues, les déplacés n'entrevoient aucun espoir de réintégrer leur foyer et les Serbes continuent à se faire régulièrement mitrailler par des extrémistes albanais. La loi du silence des médias occidentaux a repris tous ses droits, en contraste violent avec les grands titres des journaux télévisés de 1999.

A l'époque, il s'agissait bien entendu de nous préparer à l'intervention de l'OTAN, puis de relater les 78 jours de bombardements sur la Serbie et le Monténégro, suivis de l'entrée victorieuse des troupes occidentales sur le territoire kosovar. Nos responsables politiques (1), suivis comme un seul homme par l'immense majorité des médias, nous avaient assuré que les bombardements étaient indispensables pour éviter une « catastrophe humanitaire », protéger les droits humains, établir la démocratie et instaurer une société multiethnique au Kosovo. Ces nobles idéaux, dont un des plus ardents promoteurs fut Bernard Kouchner, le premier gouverneur de la province « libérée », devaient justifier la violation flagrante du droit international et les quelques milliers de « victimes collatérales » provoquées par les bombes de l'alliance atlantique.

Cinq ans plus tard, les informations qui nous parviennent du Kosovo ne sont guère réjouissantes et expliquent à elles seules l'immense discrétion des plus fervents va-t-en guerre d'alors. La province – gérée par une administration de l'ONU et occupée par près de 20.000 soldats commandés par l'OTAN - connaît un taux de chômage de près de 70 % et est devenue une plaque tournante des trafics en tout genre, en particulier de l'héroïne et des êtres humains.

Mais, surtout, le Kosovo sous occupation occidentale a été « purifié » de ses minorités. Sous les yeux des soldats occidentaux, la plupart des Serbes, des Roms, des Slaves musulmans ont été expulsés par les extrémistes albanais qui se sont emparés du pouvoir après le retrait forcé de l'armée yougoslave. Des milliers d'entre eux ont été assassinés après la cessation des combats ou sont portés disparus. Environ 150 églises et de monastères orthodoxes, dont certains bâtis il y a plus de sept siècles, ont été totalement détruits. Les quelques dizaines milliers de non-Albanais qui y vivent encore ont dû se replier dans des enclaves protégées, plutôt mal que bien, par les troupes de l'OTAN et leur liberté de mouvement est strictement limitée.

L'impunité des criminels y est assurée comme nulle part ailleurs, les rares personnes acceptant de témoigner contre la toute puissante mafia se faisant prestement assassiner. Aucun tueur de Roms ou de Serbes n'a à ce jour été condamné et même l'inflexible Carla Del Ponte, procureur du Tribunal de La Haye, n'a pas réussi à trouver de témoin albanais acceptant d'incriminer les deux ou trois criminels de guerre kosovars qu'elle a dû se décider à inculper.

Bref, au lieu du paradis multiethnique promis par les Clinton, Blair et consorts, les Occidentaux ont favorisé le développement d'une société dominée par le crime et la discrimination raciale. Si le régime d'apartheid sud-africain a disparu dans les oubliettes de l'histoire, un régime semblable a émergé en plein cœur de l'Europe.

Dans l'indifférence totale de ceux qui, il y a cinq ans, appelaient aux bombardements « humanitaires » et glosaient sur le « devoir d'ingérence ».

Dans le but de briser le silence qui pèse sur le nettoyage ethnique des minorités kosovares, le Comité de surveillance OTAN (CSO) a pris l'initiative d'organiser un voyage d'inspection citoyenne dans ce protectorat occidental. Pour plus d'information sur ce projet, qui se concrétisera au mois d'août, visitez le site du CSO (www.csotan.org) ou téléphonez au 0474 46 97 08.

(1) Dont, hélas, un secteur important de la gauche européenne et même communiste !